



2023, année noire pour la précarité

PAUPÉRISATION La fréquentation des épiceries et des repas solidaires a augmenté massivement en Suisse romande. Le phénomène inquiète les associations, qui cherchent à s'agrandir pour absorber les besoins

FANNY SCUDERI
X @FannyScuderi

L'augmentation d'un chiffre d'affaires peut-elle représenter une mauvaise nouvelle? Dans le cas des épiceries de Caritas, il traduit une précarité galopante. Au niveau national, les ventes de ces magasins proposant des denrées bon marché ont atteint 17,8 millions de francs en 2023, soit 11% de plus qu'en 2022.

A Fribourg, l'association Banc Public, qui propose quotidiennement un repas à 5 francs, observe aussi une hausse de fréquentation, de même qu'une plus grande variété de profils. «Avant la crise du coronavirus, nous accueillions en majorité des hommes seuls. Désormais, des couples avec des enfants en bas âge se joignent à nous les week-ends. Nous ne pensions pas voir une précarité aussi prégnante», expliquent Louise Reymond et Benoît Schaller-Mottas, qui se partagent la direction de l'association. A ses débuts il y a plus de vingt ans, l'association à l'accueil «inconditionnel» servait une vingtaine de repas par jour.

En 2023, la moyenne s'est établie à 90 assiettes quotidiennes, soit une augmentation de 20% par rapport à 2022. Un pic «affolant» a été réalisé lors des repas solidaires durant les fêtes de fin d'année, entre le 26 décembre et le 1er janvier: l'association a servi 1700 couverts, 60% de plus que lors des Fêtes de 2022.

La plupart de celles et ceux qui poussent la porte du centre d'accueil se trouvent dans l'une de ces trois catégories: des retraités qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts; les *working poor*, des personnes qui gagnent trop pour bénéficier d'une aide mais pas assez pour payer toutes leurs factures, et les familles. «De nombreuses personnes renoncent à demander de l'aide sociale, car Fribourg est le seul canton romand à demander son remboursement si elles parviennent à s'en sortir», rappelle Benoît Schaller-Mottas.

Depuis la crise du coronavirus, les demandes d'aide ali-

mentaire se sont accentuées. Pour les absorber, les associations cherchent des solutions, de nouveaux dons, ainsi que des locaux plus grands dans le cas de Banc Public. Preuve d'un indubitable besoin, Caritas Fribourg ouvrira prochainement une deuxième épicerie à Bulle. Son magasin en ville de Fribourg a comptabilisé en moyenne 240 passages par jour l'année passée, soit une hausse de 30% par rapport à 2022. «Les consommateurs viennent plus souvent mais ils achètent moins: une stratégie pour être au plus près de leurs économies», précise Pascal Bregnard, directeur de Caritas Fribourg.

Dans le reste de la Suisse romande, les chiffres d'affaires des épiceries Caritas ont également grossi: de 22% dans le canton de Vaud et de 18% à Genève. Parmi ces nouveaux visages, celui d'une femme, une jeune retraitée et ancienne employée d'une blanchisserie. Sonia* se rend à l'épicerie pour acheter surtout des fruits, des légumes et des produits de base. Le reste – le non-alimentaire – est trop cher pour son porte-monnaie, même chez Caritas, explique-t-elle. Rencontrée au même rayon, une employée à 80% de l'Imad à Genève, pressée car en pause, explique que son salaire finit «à la poste», pour régler les factures. Passer à Caritas lui permet «d'amener quelque chose à la maison».

Les étudiants aussi ont leur épicerie

Ces situations inquiètent particulièrement Sophie Buchs, directrice de l'antenne genevoise de Caritas: «Les inégalités se creusent. De plus en plus de personnes, malgré un emploi à 100%, ne peuvent plus acheter dans les commerces traditionnels en raison de l'augmentation généralisée du coût de la vie.» Face aux besoins, Caritas œuvre pour l'ou-



verture d'une troisième épicerie dans le canton de Genève, à l'horizon 2026.

En face de l'épicerie Caritas, un autre magasin associatif accueille un public lui aussi exposé à la hausse du coût de la vie. L'association genevoise La Farce organise deux fois par semaine des distributions de produits frais, de pain et de conserves pour le corps étudiant. Trois étudiants de la Haute Ecole de musique s'y rendent chaque mercredi. «Quand j'ai appris que l'association existait, cela m'a soulagé. Tout ce qui m'aide à acheter à manger est bon à prendre. Je n'ai pas assez de temps pour travailler suffisamment à côté de mes études», explique une musicienne.

Un jeune étudiant vaudois de l'école d'art et de design au bénéfice d'une petite bourse cantonale explique: «Si je ne réussis pas à

m'inscrire aux distributions, je le ressens direct: c'est 50 francs en moins par semaine, je ne peux pas me le permettre.» Face à l'engouement, l'association ne parvient pas à répondre à toutes les demandes. «Nous avons atteint un pic de 1000 inscriptions l'année passée, mais nous ne pouvons accueillir qu'un maximum de 850 personnes par semaine, explique Lucien Rappaz, coordinateur de La Farce. Nous devons restreindre les inscriptions pour assurer un panier suffisamment garni.» L'évolution a été fulgurante: lorsque Lucien Rappaz a pris ses fonctions fin 2022, les distributions hebdomadaires n'attiraient alors que 350 personnes. Pour élargir son offre, l'association, aidée en partie par la banque alimentaire Partage, s'évertue à trouver toujours plus de dons alimentaires et d'inven-

dus. Et s'apprête à engager une nouvelle personne.

Colis du Cœur connaîtra aussi des évolutions. La fondation genevoise, qui distribue environ 20 000 colis alimentaires par mois aux plus démunis, se prépare à un changement important de système de distribution, qui se déploiera par le biais de deux épiceries gratuites. «Choisir ce que l'on mange contribue à plus de dignité, souligne Jasmine Abarca-Golay, directrice de Colis du Cœur. Nous sommes passés d'une aide alimentaire d'urgence à un besoin d'aide pérenne. Chacun doit pouvoir choisir ce qu'il mange, d'autant plus lorsque la nécessité d'être aidé se prolonge de moyen à long terme.» ■

*Prénom fictif

GENÈVE

Un droit à l'alimentation en gestation

Le 18 juin 2023, la population genevoise a accepté d'inscrire un droit à l'alimentation dans la Constitution cantonale, une première en Suisse. Depuis, le Département de la cohésion sociale a rassemblé les acteurs genevois de la branche dans un comité consultatif: la grande distribution, dont Migros et Coop, les associations d'aide alimentaire et les milieux agricoles et paysans, y compris l'Union maraîchère de Genève et les Laiteries Réunies.

Ce comité s'est penché sur trois axes – la production, la distribution et la consommation –,

tandis que le Département du territoire gère les réflexions sur le gaspillage alimentaire. Selon un document consulté par Le Temps, 18 recommandations ont été formulées. Parmi celles-ci: développer une allocation d'alimentation, interdire les boissons sucrées dans les établissements scolaires et les taxer, pérenniser et développer la production de biens alimentaires durables, locaux et diversifiés. Un avant-projet de loi devrait être élaboré d'ici à la fin de l'été 2024, indique l'administration cantonale. ■ F. SI



Les retraités et les «working poor» font partie des personnes qui se rendent le plus régulièrement dans les épiceries Caritas. (GENÈVE, 10 FÉVRIER 2023/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)